

Burundi : la rébellion FNL abandonne toute référence ethnique dans son nom

Arrib News, 10/01/2009 – Source AFPLa dernière rébellion active au Burundi a renoncé à toute référence ethnique dans son nom, conformément à la Constitution et à un engagement pris le 4 décembre en vue de faire progresser l'accord de paix avec le gouvernement, a annoncé son leader Agathon Rwasa. "Nous déclarons solennellement aujourd'hui que le Palipehutu-FNL change d'appellation et devient simplement le FNL, c'est-à-dire les Forces nationales de libération", a déclaré le leader rebelle, au cours d'une conférence de presse.

Les FNL constituaient jusqu'à présent la branche militaire du mouvement rebelle burundais, dont la branche politique s'appelait le Parti pour la libération du peuple hutu (Palipehutu). "C'est un pas significatif, qui montre que nous avons arrêté la guerre, que nous sommes pour la paix. Il reste à l'autre partie de faire preuve de bonne volonté aussi", a poursuivi le chef rebelle. Bujumbura et les rebelles des FNL avaient accepté le 4 décembre de lever les ultimes obstacles qui empêchaient la mise en œuvre d'un processus de paix depuis plus de deux ans. Le président burundais Pierre Nkurunziza s'était engagé à accorder aux cadres rebelles 33 postes de responsabilité et à libérer tous les prisonniers politiques avant la fin le 31 décembre 2008. De son côté, le leader des FNL Agathon Rwasa avait accepté de renoncer au nom de Palipehutu, qui n'est pas conforme à la Constitution du Burundi, laquelle interdit toute référence ethnique dans le nom des partis politiques. Il avait aussi promis d'envoyer tous ses combattants dans les sites de rassemblement avant la même date. "Les FNL sont en train de nous dire qu'ils ne vont plus retourner à la guerre", a déclaré de son côté le président du directoire politique du processus de paix au Burundi, le Sud-africain Kingsley Mamabolo. "Le travail n'est pas fini, mais nous avons fait un pas de géant", s'est-il félicité. Le gouvernement et les rebelles des Forces nationales de libération (FNL) avaient signé en septembre 2006 un accord global de cessez-le-feu. Mais l'application de l'accord échouait sur le partage des pouvoirs politique et militaire et sur la reconnaissance du mouvement rebelle sous le nom de "Palipehutu-FNL". Le Burundi tente de sortir de 13 ans de guerre civile qui ont fait plus de 300.000 morts.